

**Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**  
**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

---

**ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2007**  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE SOCIALE  
(APRÈS 6 MOIS DE TRAVAIL CONTINUS)

NOR : *ASET0850143M*  
IDCC : 1384

**Article C 30.2**

Les bénéficiaires sont tous les salariés des régimes général et agricole non assujettis à une prévoyance d'encadrement, à partir du 7<sup>e</sup> mois de travail continu dans l'entreprise ou intermittents au sens du code du travail et de la convention collective (c'est-à-dire dont le contrat de travail est périodiquement suspendu dans l'année sans rupture).

Les garanties sont (sauf admission individuelle à conditions spéciales) celles prévues aux articles C 33 à C 36 :

*a)* Un capital en cas de décès d'un montant variable selon la situation de famille et le décès (art. C 33.11 et 12) ;

*b)* Une rente au conjoint survivant du salarié ou aux orphelins (art. C 33.2, 4 et 5) ;

*c)* Une rente complémentaire à celle de la sécurité sociale ou de la mutualité sociale agricole (art. C 36) en cas d'incapacité au travail (classement en invalidité du 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> groupe) ;

*d)* Dans le respect des dispositions légales, notamment du cahier des charges du contrat dit responsable, des prestations en nature sous forme de remboursements complémentaires à ceux de la sécurité sociale ou de la mutualité sociale agricole en cas de frais de maladie, chirurgie, hospitalisation, prothèses, etc. du salarié, de son conjoint et des enfants à charge du salarié et bénéficiant de la couverture sociale au titre d'ayant droit d'un de ses parents.

Cotisations et organisme assureur : sauf lorsqu'un régime couvrant les mêmes risques existait dans l'entreprise préalablement à la date d'effet du présent accord, ou est mis en place par accord collectif un régime globalement plus favorable en application de l'article L. 132-23 du code du travail, l'employeur doit impérativement :

a) Souscrire dans le cadre de la procédure prévue au code du travail un ou des contrats destinés à garantir les risques prévus auprès d'un organisme légalement habilité à mettre en œuvre des opérations de prévoyance collective ;

b) Contribuer financièrement pour l'ensemble de ces 3 garanties sur les bases prévues, mais dans la limite d'un maximum définitivement fixé à 1,05 % des salaires pour toutes les garanties en cas de décès (capital + rente) et invalidité, majoré de 1,1 % du plafond des cotisations à la sécurité sociale pour la garantie des frais de maladie. Au cas où, du fait du plafonnement de la contribution de l'employeur, les retenues sur salaires viendraient à dépasser 0,25 % pour la prévoyance d'un capital en cas de décès, ou 0,30 % pour la rente au conjoint survivant, ou 0,24 % pour la rente aux salariés invalides, ou 1,10 % du plafond de la sécurité sociale pour l'assurance des frais de maladie, le choix du ou des régimes concernés serait alors laissé à la décision des représentants du personnel (CE, à défaut DP). Les entreprises se trouvant dans cette situation sans avoir de représentant du personnel devraient alors souscrire le ou les régimes agréés par la commission tripartite à l'exclusion de tout autre.

Les employeurs non assurés ou mal assurés seront contraints par tout moyen de droit (mise en demeure administrative, procédure judiciaire, etc.) à faire assurer les allocations dues et les garanties en application de l'interdiction légale d'auto-assurance pour de tels risques de prévoyance sociale.

Fait à Reims, le 14 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

**Syndicats de salariés :**

Fédération agroalimentaire Champagne-Ardenne (FRAACA) CFE-CGC ;

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat du champagne FO.